

Colombie : la paix incomplète



« L'état colombien a trahit la paix » a dénoncé le dirigeant de l'ancienne organisation de guérillas FARC-AP, les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie-Armée du Peuple, Iván Márquez qui a énuméré les principaux engagements non-tenus et recueillis dans les accords négociés pendant plusieurs années à La Havane et signés définitivement à Bogotá.

La dure accusation faite par ce leader rebelle s'appuie sur la situation difficile que vit ce pays sud-américain où la violence, les crimes et l'insécurité sont monnaie courante pour la population dans les zones rurales et pour ceux qui luttent pour défendre les droits humains et les garanties sociales.

Selon le Bureau du Défenseur du Peuple, durant les deux années qui se sont écoulées depuis la signature des Accords de Paix, 358 personnes ont été assassinées à cause de leur position politique ou par ce qu'elles étaient liées aux causes populaires.

D'autres organisations sociales estiment, cependant, que le nombre de victimes dépasse 400 dont au moins une centaine appartenaient aux FARC-AP.

Mais ce n'est qu'une partie des conséquences de la non tenue par le gouvernement du président Iván Duque, des engagements pris en vertu des accords de paix qui étaient censés apporter la réconciliation et la justice après plus de 50 ans d'affrontements.

Ivan Márquez a cité, entre autres graves problèmes, la modification faite au texte et à l'esprit des accords après leur signature, comme cela a été le cas de la Juridiction Spéciale de Paix, un système de justice

créé pour punir les délits graves et pour garantir qu'ils ne se répètent pas.

De façon irrégulière, car l'on ne peut pas changer un texte qui a fait l'objet de négociations et signé par les deux parties, l'on a laissé la juridiction spéciale seulement pour l'armée et la guérilla et l'on a laissé dehors d'autres acteurs impliqués dans les affrontements comme cela est le cas de chefs d'entreprise, de propriétaires terriens, de bandes armées et de politiques.

Ce type de changements, signale Iván Márquez, met en danger la vérité qui est le seul remède pouvant panser les plaies qu'a laissées la guerre.

Il n'y a pas non plus de certitude juridique pour les anciens combattants de la guérilla, surtout après l'arrestation de Jesús Santrich, l'un des négociateurs des FARC et les menaces de le déporter vers les États-Unis.

Il y a aussi quelque 400 militants de la guérilla qui étaient en prison lors de la signature du pacte et qui auraient dû être libérés mais qui sont toujours en prison sans aucune perspective de solution de leurs cas.

Iván Márquez a qualifié d'erreur l'abandon des armes sans avoir garanti avant la pleine réinsertion dans la vie civile de tous les membres de la guérilla.

« Le Congrès n'a pas avancé dans des thèmes de participation politique, d'octroi de terres et de réparation des victimes du conflit. Le Parquet n'a pas voulu mettre en marche « l'Unité de Lutte contre les para-militaires » a assuré ce dirigeant.

Le gouvernement du président Iván Duque a rejeté les affirmations faites par Iván Márquez mais ce qui est vrai c'est que deux ans après la signature des accords en Colombie la paix dort encore tandis que les paysans, les syndicalistes et les dirigeants sociaux vivent un cauchemar quotidien.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/181084-colombie-la-paix-incomplete>



Radio Habana Cuba